

TRAITÉ THÉORIQUE ET PRATIQUE

DE

# DROIT CIVIL

Par **G. BAUDRY-LACANTINERIE**

Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Bordeaux.

*Avec la collaboration de MM.*

BARDE, BONNECARRÈRE, CHAUVEAU, CHÉNEAUX, M. COLIN, HOUQUES-FOURCADE,  
LE COURTOIS, DE LOYNES, SAIGNAT, SURVILLE, TISSIER, WAHL,

Professeurs des Facultés de Droit.

---

## SUPPLÉMENT

PAR

**Julien BONNECASE**

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

---

TOME TROISIÈME



**BIBLIOTECA**  
SOCIÉTÉ ANONYME

DU

**RECUEIL SIREY**

22, Rue Soufflot, PARIS, 5<sup>e</sup>

LÉON TENIN, Directeur de la Librairie

—  
1926

	Pages
élaboration, l'état actuel de la jurisprudence. L'œuvre parallèle réalisée par la doctrine. . . . .	225
§ I. — Première phase : 1804-1870 ; conception purement exécutive de la théorie de l'enrichissement sans cause. Les arrêts Roques et Calmels. L'attitude de la doctrine . . . . .	226
§ II. — Deuxième phase : 1870-1892. La consécration par la jurisprudence de la notion d'enrichissement sans cause prise en elle-même et abstraction faite des textes du Code civil. Les arrêts Arrazat et Boudier. . . . .	239
§ III. — Troisième phase : de 1892 à l'heure actuelle ; le développement et la mise au point par la jurisprudence de la Cour de cassation de la formule de l'arrêt Boudier. Les arrêts Clayette, Briauhant, Métayer et Marly. . . . .	254
Section II. — Solution proposée sur la théorie de l'enrichissement sans cause. Le fondement de l'action <i>de in rem verso</i> ; son domaine d'application dans le droit positif actuel ; les éléments constitutifs de l'enrichissement sans cause considéré comme source d'obligations. . . . .	270
§ I. — Le fondement de l'action <i>de in rem verso</i> . . . . .	271
§ II. — Le domaine d'application et la fonction de la notion d'enrichissement sans cause dans le droit positif actuel. L'incompatibilité absolue d'un texte de loi en vigueur et de la notion d'enrichissement sans cause, comme éléments générateurs d'un même rapport de droit. . . . .	285
§ III. — Les éléments constitutifs de l'enrichissement sans cause considéré comme source d'obligations . . . . .	309
I. Question préjudicielle : Est-il possible de dégager de l'ensemble des textes du Code civil et des lois postérieures les éléments constitutifs de l'enrichissement sans cause ? . . . . .	309
II. Le conflit des opinions relativement à la distinction des divers éléments constitutifs de l'enrichissement sans cause. . . . .	325
III. Premier élément de la notion d'enrichissement sans cause, source d'obligations : la perte ou le déplacement au profit d'un patrimoine d'une valeur ressortissant à un autre patrimoine . . . . .	334
IV. Deuxième élément de la notion d'enrichissement sans cause, source d'obligations : la non-justification en droit de la perte ou du déplacement, au profit d'un patrimoine, d'une valeur ressortissant à un autre patrimoine . . . . .	352
V. La question de la preuve en matière d'enrichissement sans cause. La formule de l'action <i>de in rem verso</i> , au double point de vue de son domaine d'application et de ses conditions d'existence . . . . .	371
CHAPITRE II. — <i>L'abus des droits</i> . . . . .	372
Section I. — Les deux formes de l'abus des droits d'après la jurisprudence : la forme matérielle et la forme psychologique. L'attitude de la doctrine en face de cette distinction. . . . .	377
Section II. — Exposé descriptif de l'œuvre de la jurisprudence en matière d'abus des droits. Son état actuel. . . . .	381
§ I. — La forme matérielle de l'abus des droits d'après la jurisprudence. . . . .	381

§ II. — La forme psychologique de l'abus des droits d'après la jurisprudence. . . . .	396
<i>Section III.</i> — Solution proposée sur la notion d'abus des droits. Distinction des limites des droits et de l'abus des droits. La notion d'abus des droits est essentiellement psychologique et subjective ; elle correspond à l'exercice d'un droit détourné de son but spécifique et transformé en moyen de vexation pour autrui sans utilité pour son titulaire. . . . .	412
§ I. — Le rejet de la prétendue forme matérielle de l'abus des droits. La distinction essentielle des limites des droits et de l'abus des droits. . . . .	412
§ II. — La véritable notion d'abus des droits ; son unité, son caractère essentiellement psychologique et subjectif ; exercice d'un droit sans utilité pour son titulaire et dans un but exclusivement nocif. . . . .	441
CHAPITRE III. — <i>Le cas fortuit et la force majeure</i> . . . . .	474
<i>Section I.</i> — Aperçu synthétique sur les textes du Code civil expressément ou implicitement relatifs au cas fortuit et à la force majeure. . . . .	475
<i>Section II.</i> — Les termes techniques : cas fortuit et force majeure correspondent-ils à des notions distinctes, ou visent-ils, au contraire, une seule et même notion ? Simple aperçu sur les discussions soulevées à l'heure actuelle par cette question. . . . .	484
<i>Section III.</i> — Des traits distinctifs de la notion de cas fortuit et de force majeure ; sa portée d'application et ses effets. . . . .	522
<i>Section IV.</i> — La théorie de l'imprévision. L'œuvre de la doctrine et de la jurisprudence . . . . .	572

## TROISIÈME ORDRE DE MATIÈRES

**L'acte d'administration** . . . . . 630

CHAPITRE PREMIER. — <i>Simple aperçu sur les conceptions de l'acte d'administration mises en avant par la doctrine contemporaine.</i> . . . .	639
---	-----

CHAPITRE II. — <i>Solution proposée sur la notion d'acte d'administration. Le bien-fondé de la distinction tripartite : acte conservatoire, acte d'administration, acte de disposition. La portée positive, au sein de cette distinction, de l'acte d'administration pris en lui-même. Simple aperçu sur la jurisprudence à titre d'argument en faveur de la solution proposée ; concordance de celle-ci et des textes du Code civil</i> . . . . .	693
--	-----

## QUATRIÈME ORDRE DE MATIÈRES

**La subrogation réelle.** . . . . . 688

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le conflit des opinions doctrinales relativement à la notion de subrogation réelle et à son domaine d'application. Les origines jurisprudentielles de la mise en application de cette notion sous l'empire du Code civil.</i> . . . . .	693
--	-----

	Pages
CHAPITRE II. — <i>Examen critique des diverses conceptions mises en avant relativement à la notion de subrogation réelle et à son domaine d'application. Solution proposée; conformité de cette solution avec les textes du Code civil et la jurisprudence. La formule de la notion de subrogation réelle.</i> . . . . .	738
<i>Section I.</i> — Inexactitude ou inutilité de la notion de subrogation réelle générale élaborée par la doctrine classique; confusion de cette notion avec la notion même du patrimoine; compatibilité de la notion de subrogation réelle sous sa forme spéciale avec la notion de créancier chirographaire ramené à un ayant cause à titre particulier . . . . .	738
<i>Section II.</i> — Solution proposée. La formule de la notion de subrogation réelle et ses éléments constitutifs. La conformité de cette formule avec les textes du Code civil, les lois postérieures et les tendances tant anciennes qu'actuelles de la jurisprudence. . . . .	768
CINQUIÈME ORDRE DE MATIÈRES	
<b>La théorie des preuves (renvoi).</b> . . . . .	785